

La tentation autoritaire demeure perceptible, y compris dans des pays jadis exemplaires, comme le Sénégal, où le journaliste Mamadou Coulibaly - auteur d'un livre critique sur le président Abdoulaye Wade - a fait l'objet d'intimidations. Plus simplement, les pouvoirs en place n'hésitent pas à utiliser les ressources de l'Etat pour gagner la partie au moyen de campagnes dispendieuses, souvent avec l'aide de «communicants» ou de conseillers juridiques européens. Face à eux, les partis d'opposition n'ont pas toujours des électeurs suffisamment prospères pour les financer.

Pour se maintenir au pouvoir, les dirigeants suscitent aussi la création de petits partis d'opposition afin de disperser les voix à leur avantage (Gabon, Cameroun, Burkina Faso, etc.). Dans certains pays, il existe plus de cent formations susceptibles de solliciter les suffrages des électeurs. Par ailleurs, la démocratisation n'a pas mis fin à la «politique du ventre» décrite par le politiste français Jean-François Bayart. Quand le clientélisme est roi, les candidats ne se déplacent jamais sans cadeaux : distribution de billets ou avantages matériels. Confrontés à la pauvreté et à une répartition des richesses aussi inégale qu'insolente, les électeurs assimilent ce jeu à une compensation légitime : « On récupère ce qu'ils nous ont volé, entend-on souvent. Ils nous ont poussés à la misère et ils pillent l'Etat pour nous faire saliver. Nous sommes obligés de leur monnayer nos suffrages. »

CLOCHARDISER ET ISOLER L'OPPOSANT

Si on ne moleste plus les opposants autant qu'avant - le visage tuméfié de M. Morgan Tsvangirai, adversaire de M. Mugabe, après un interrogatoire des forces de l'ordre en 2008, montre à quel point la tendance est fragile -, il existe de multiples manières de faire taire le contradicteur. « S'il est fonctionnaire, raconte le journaliste camerounais Etienne de Tayo, président du réseau Afrique intègre, tout est mis en oeuvre pour le pousser à la démission. S'il travaille pour une structure privée, des pressions sont mises sur son employeur pour qu'il le licencie. S'il exerce pour son compte, le pouvoir s'arrange pour fermer les débouchés à ses produits ou empêcher qu'on lui accorde le moindre marché. Des pressions sont aussi exercées sur son entourage afin qu'il ne le fréquente plus. Parfois, sur son épouse, pour qu'elle le quitte. » Clochardiser et isoler l'opposant : la pratique a pour nom «chantage à la marmite».

Certains dirigeants détournent aussi la «lutte contre la corruption» - en progrès depuis quelques années pour répondre à la demande des populations et des bailleurs de fonds - pour éliminer les adversaires politiques. Lesquels se retrouvent alors devant les tribunaux sous le coup des charges peu claires. C'est le cas du Nigeria, pour Atiku Abubakar, en 2007, ou au Sénégal pour M. Idrissa Seck. In fine, les dés étant pipés, une partie de l'opposition préfère l'exil à cette vie de tranchée dans l'indifférence générale. A noter que le soutien de la « communauté internationale » n'offre pas toujours un avantage. Il peut même se révéler un « piège », selon Tayo, quand des opposants, à l'image de M. Tsvangirai, apparaissent comme les défenseurs des intérêts des occidentaux et se coupent progressivement de leur peuple.

A propos de la junte guinéenne et des manipulations constitutionnelles au Niger, l'écrivain ivoirien Venance Konan ironise : « Qui, parmi nos chefs d'Etat, peut vraiment donner des leçons de démocratie et de respect des droits de l'homme à Tandja et à Dadis Camara sans faire rire ? »

ETATS DECREDIBILISES

En Afrique, la démocratisation s'effectue dans le cadre d'Etats décrédibilisés par l'échec des stratégies de développement mises en oeuvre après les indépendances. L'avènement du pluralisme

coïncide avec le resserrement de l'étau financier international après l'explosion de la dette dans les années 1980. Tout en conditionnant leur « aide » à l'instauration du multipartisme et au respect des droits de l'homme, les bailleurs de fonds - Institutions financières internationales (IFI), Union européenne, etc. - ont imposé des contraintes économiques. Il en résulte un jeu politique affadi où les multiples partis disposent d'une unique option macroéconomique, celle des plans d'ajustement structurel (PAS) et autres « schémas directeurs de réduction de la pauvreté ». Aucun candidat ne peut paraître crédible s'il ne bénéficie pas de l'aval des IFI, et la classe politique semble parfois davantage inquiète de l'opinion des bailleurs que celle des peuples. Manquant des moyens, infantilisé et subissant les contraintes de l'Etat minimum imposé de l'étranger, l'Etat africain est-il en mesure de servir de cadre à la démocratie ?

Aux élites souvent désintéressées des années 1960 - on pense au rôle joué par la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) - se sont substituées des castes corrompues. Multinationales prédatrices, gouvernements étrangers (France, Royaume-Uni, Chine, etc.) et les élites vénales se distribuent les rôles dans une sinistre pièce où le citoyen n'est que spectateur. « Dans mon pays, raconte un militant altermondialiste du Congo-Brazzaville, où ELF a longtemps joué un rôle dominant, n'hésitant pas à soutenir un coup d'Etat, il y a la légitimité démocratique et la légitimité pétrolière. » Si des personnalités progressistes ont été physiquement éliminées avec le soutien des puissances internationales (Patrice Lumumba au Congo ou Thomas Sankara au Burkina Faso), où de nombreux observateurs africains mettent en cause les responsabilités locales. L'économiste ghanéen George Ayittey pointe ainsi du doigt les « hippopotames fainéants qui ont ruiné l'Afrique post-coloniale » et qui trahissent leur peuple (Joseph Mobutu, par exemple, a été le bras armé des services secrets belges dans l'élimination de Lumumba). Il s'insurge contre les « gouvernements vampires » qui pillent les ressources locales mais blâment la colonisation pour les malheurs des populations.

EFFETS PERVERS DE LA BONNE GOUVERNANCE

Facteur aggravant, les politiques prescrites par les IFI ont administré aux pays africains les « médicaments qui tuent » : le libre-échange et la concurrence « libre et non faussée ». Paradoxe fatal ; les libertés conquises coïncident avec la paupérisation. Comme le souligne Francis Akindes, professeur de sociologie à Bouaké (Côte d'Ivoire), « la liberté d'expression cohabite avec l'impunité économique ». Et il ajoute : « C'est toute la question de contradiction inextricable entre la logique d'efficacité des politiques d'ajustement structurel, avec leur lot de privations, et l'équité consubstantielle à la démocratie qui se trouve posée ». Les populations perdent confiance dans les partis et, face aux injustices qui décrédibilisent la démocratie, les militaires se positionnent en justiciers tandis que les la rébellion armée devient une solution logique dans le cas des régimes bloqués, comme au Tchad. En outre, la violence des inégalités sociales crée un terreau favorable à des conflits toujours prêts de dégénérer, comme en RDC.

Dressant le bilan de la démocratisation, l'ancien ministre togolais Atsusté Kokouvi Agbobli s'interrogeait avec justesse : « Peut-on démocratiser des pays dominés de l'extérieur ? » Pour qu'il y ait démocratie, il faut que la souveraineté de l'Etat et du peuple ait un sens. Or, à la mise sous tutelle économique s'ajoute aujourd'hui l'omniprésence de la « communauté internationale ».

Les Nations unies (et leurs agences), l'Union européenne ou la justice internationale interviennent, en effet, dans la vie interne de nombreux pays africains. Si cette action se révèle la plupart du temps indispensable pour sauver des vies (action humanitaire ou interposition dans les conflits, par exemple), les populations notent que, malgré la gravité des crimes commis par certains Etats au Proche-Orient, Il échet à des prévenus africains d'inaugurer la Cour pénale internationale (CPI). Ce type de relations tourne parfois à l'absurde quand, par exemple, les nations finissent par cautionner le report des élections ivoiriennes. Le continent paraît de plus en plus administré de l'extérieur sans que l'on s'en prenne jamais à l'une des sources principales de son instabilité : la violence et l'iniquité des rapports mondiaux.

Phagocyté, marchandé, extraverti, c'est tout l'espace politique africain qui se trouve à reconstruire. Il n'existe pas de notion post-coloniale de l'intérêt général C'est aussi l'un des nombreux effets pervers du concept de « bonne gouvernance » : dans la vision comptable de fonds, rien ne se révèle plus éloigné du « bon gouvernement » (au service des peuples) que la « bonne gestion ». Le débat et les rapports publics sont pervertis par l'utilisation, et les classes moyennes qui se reconstituent depuis quelques années après avoir été laminées par les PAS, semblent animées avant tout par un esprit de jouissance - ce qui inquiète l'historien Achille Mbembe, de l'Université de Johannesburg, à propos du géant sud-africain.

UN MODELE AFRICAIN DE DEMOCRATIE

A cela s'ajoute l'épineuse question communautaire. Mme si le sentiment national semble très vif dans des pays comme la République démocratique du Congo, le multipartisme se révèle souvent, en Afrique, à la fois régionaliste et ethnique, ce qui crée de solidarités hors de toutes catégories politiques. Pour le juriste congolais Mwayila Tshiyembe, il est possible de penser des mécanismes de représentation qui tiennent compte de ces phénomènes tout en respectant le jeu des élections. Cela permettrait, en outre, de contrecarrer les manipulations des « identités ethniques » auxquelles se livrent parfois, comme au Kenya, les adversaires politiques.

La question se pose d'un modèle africain de démocratie qui redresserait les frontières de l'individualisme occidental. Par exemple, les institutions ont souvent été inspirées par l'Europe, et la Constitution de Vème République française a servi de modèle à de nombreux pays francophones. Sont-elles adaptées ? Pour la camerounaise Marie-Louise Eteki Otabela, qui racontait comment elle fut empêchée de se présenter à la présidentielle dans son pays pour des « raisons administratives », il faut convoquer une Assemblée constituante afin d'adopter une nouvelle Loi fondamentale plus conforme à leurs aspirations.

L'écrivain camerounais Célestin Monga souligne, quant à lui, la profondeur du mal : « Les civilisations africaines ont perdu beaucoup de terrain depuis des siècles ». Selon lui, le continent « souffre de quatre déficits profonds qui se renforcent mutuellement : le déficit d'amour propre et de confiance en soi ; le déficit de savoir et de connaissance ; le déficit de leadership et le déficit de communication. Il invite donc à envisager des réformes radicales, notamment celle des systèmes éducatifs, dont la « principale fonction est de fabriquer des fonctionnaires semi-illétrés () pour en faire des auxiliaires de la post-colonie. »

C'est dans cet esprit que travaille l'écrivain kenyan Firoze Manji, qui a créé l'association Fahamu (« savoir » en swahili). Il s'agit de former à distance, grâce aux nouvelles technologies, des militants sur tout le continent sur des sujets aussi variés que la défense des droits de l'homme, la prévention des conflits ou le rôle des médias. Tous parient sur ceux qu'Ayittey nomme les cheetah, les jeunes générations qui n'ont pas connu la colonisation, qui n'ont pas les complexes qu'elle peut engendrer et qui ne s'en laissent pas conter. Un travail militant de longue haleine.